

Démocratie

MUNICIPALES : VERS UN MILITANTISME 2.0 ET « SANS CONTACT »

Richard Bouigue, Chloé Morin

29/05/2020

Comment faire campagne par temps de crise sanitaire ? Comment les partis politiques ont-ils maintenu le contact avec leurs militants pendant le confinement ? Alors que débute la campagne pour le second tour des élections municipales qui se tiendra le 28 juin prochain, Richard Bouigue et Chloé Morin reviennent sur la façon dont la campagne du premier tour s'est terminée, et font quelques propositions pour que les militants battent de nouveau le pavé.

Fin janvier 2020, la France découvre les premiers cas de Covid-19 sur son territoire. Dans un premier temps, les campagnes militantes suivent leur cours, les plannings restent inchangés, tous partis confondus, et des actions (comme les réunions publiques) continuent d'être programmées, les lieux habituels sont toujours arpentés : marchés, entrées d'école, stations de métro...

Mais, au fur et à mesure que les cas de contamination et les décès augmentent, les équipes de campagne et les militants décident de revoir tout ou partie de leurs actions – porte-à-porte, « boîtage » (distribution de tracts dans les boîtes aux lettres), « diff » (distribution de tracts)... Bien que n'étant pas officiellement interdites, ces actions pourraient être mal reçues par les électrices et les électeurs et sont, par conséquent, souvent annulées ou abandonnées.

Retour sur un premier tour inédit

Des réunions publiques annulées

La décision du gouvernement d'interdire tout rassemblement de plus de mille personnes ainsi que les recommandations de « distanciation sociale » pour lutter contre la propagation du virus vont particulièrement affecter la tenue des réunions publiques.

Une réunion publique est un moment fort dans la vie des militants. Elle se prépare longtemps à l'avance, mobilise les médias, crée des dynamiques avec les électeurs et entretient le moral des troupes. Leur annulation est toujours difficile, surtout quand l'invité est prestigieux. Comme à

Châteauroux où Gil Avérous (Les Républicains, LR), candidat à sa réélection, est contraint d'annuler son meeting en présence de l'ancien ministre Xavier Bertrand.

À Paris, David Belliard, candidat Europe Écologie-Les Verts (EELV), décide d'annuler son meeting prévu jeudi 12 mars 2020 en soirée au Bataclan. « Malgré notre attachement à la tenue d'une campagne au plus près des Parisiennes et des Parisiens, notre priorité, c'est la santé et la protection des plus vulnérables », rappelle son équipe dans un communiqué afin d'expliquer cette décision. La maire sortante, Anne Hidalgo, renonce également à son grand meeting prévu au gymnase Japy, le jeudi soir également – elle avait maintenu celui de l'Élysée-Montmartre, le 2 mars, mais la situation sanitaire n'était pas la même. « On n'a pas hésité une seconde : même en limitant la jauge, cela nous paraissait impensable de le maintenir en raison du risque épidémique », souligne Emmanuel Grégoire, premier adjoint et directeur de campagne d'Anne Hidalgo. La question ne se pose pas pour la candidate La République en marche (LREM) Agnès Buzyn, qui n'avait prévu aucun meeting .

Ces décisions ne sont pas propres à Paris. Ainsi, à Marseille, Martine Vassal, candidate investie par LR pour briguer la succession de Jean-Claude Gaudin, annule trois réunions publiques en indiquant sur son blog de campagne que « la responsabilité première d'un maire est de protéger la population ». Les meetings de Bruno Gilles, candidat dissident LR, prévu le 8 mars au soir, et du Printemps marseillais, le 10 mars au Dock des Suds, sont également annulés. « Notre responsabilité est d'accompagner la lutte contre l'épidémie du coronavirus », indique l'équipe de campagne du rassemblement de la gauche, des écologistes et des citoyens. Toutes ces réunions comptaient plus de mille inscrits et les organisateurs en annonçaient même le double. À Aix-en-Provence, Anne-Laurence Petel, candidate LREM aux élections municipales, décide, elle aussi, d'annuler la réunion publique prévue au Pasino le lendemain des annonces du ministre. « Il s'agit d'une décision de sagesse car la jauge de la salle était en deçà des mesures imposées qui limitent les rassemblements au-delà de mille personnes », commente la candidate. Des annulations sont annoncées partout, à Toulouse, Bordeaux, Châteauroux, Lyon, Saint-Étienne, Strasbourg...

Dans ce contexte d'annulations en cascade, la décision de Rachida Dati crée la polémique. La candidate LR à la mairie de Paris maintient le 9 mars 2020 un meeting salle Gaveau devant neuf cents personnes et en présence de l'ancien chef de l'État Nicolas Sarkozy. La jauge a été baissée de cent personnes, pour correspondre aux critères en vigueur et, devant les portes d'entrée, l'équipe de la candidate est chargée de compter les militants pour ne pas dépasser ce nombre. Ce sont les seules mesures particulières prises pour cette soirée. Et si chacun a – plus ou moins – tenté de respecter les gestes barrières en évitant de se saluer de trop près, « on était tout de même assis les uns à côté des autres », témoigne le vice-président de la région Île-de-France, Frédéric

Péchenard, dans *Le Monde*.

Réseaux sociaux et meetings virtuels

Les derniers jours de campagne sont marqués par un investissement plus intense sur les réseaux sociaux. Les initiatives de meetings virtuels se multiplient à Villeurbanne, Dijon, Amiens, mais aussi à Strasbourg, où la candidate écologiste Jeanne Barseghian privilégie les rencontres individuelles et intensifie les échanges interactifs *via* les réseaux sociaux, en proposant notamment un Facebook Live et un tchat le 12 mars 2020 ; à Nancy, le candidat socialiste Mathieu Klein remplace son meeting par un **Facebook Live** au cours duquel il répond aux questions des habitants ; à Besançon, la liste Ensemble ! d'Alexandra Cordier tient finalement sa réunion publique le 9 mars dernier à huis clos et la retransmet sur son site officiel ainsi que sur sa page Facebook.

À défaut de tenir les murs de la ville, les militants tiennent ceux de Facebook, Twitter et Instagram. Ce n'est pas franchement une nouveauté. Les campagnes partisanes se jouent de plus en plus sur les réseaux sociaux, même si elles n'intéressent qu'un fragment de l'électorat. L'épidémie de Covid-19 accélère ici un processus déjà à l'œuvre.

Suspendre sa campagne ?

Le 12 mars 2020, le président de la République intervient à la télévision pour annoncer une série de mesures visant à protéger les plus vulnérables et à freiner de façon drastique l'épidémie de Covid-19. Dans la foulée, la maire de Nantes, Johanna Rolland, déclare dans un communiqué « dans ce contexte, je prends la décision de suspendre ma campagne et de me consacrer totalement et uniquement à ma responsabilité de maire ». Olivier Bianchi, le maire de Clermont-Ferrand, prend la même décision. C'est dans ce contexte déjà déstabilisant pour les militants que vont naître les premières interrogations sur la tenue du premier tour du scrutin le 15 mars.

Polémique sur la tenue du premier tour

En annonçant, samedi 14 mars 2020 au soir, la veille du scrutin, le basculement du pays dans un quasi-confinement, Édouard Philippe confirme toutefois le maintien des élections municipales, du moins le premier tour. Aussitôt, plusieurs candidats annulent les soirées électorales qu'ils avaient prévues, privant les militants d'un moment de convivialité et de partage. Mais, surtout, les responsables politiques montent au créneau pour demander le report de l'élection, sentant bien que le premier tour sera compliqué et le deuxième impossible à tenir au regard du développement de la crise sanitaire. « Au vu des dernières déclarations du Premier ministre et de l'inquiétude

grandissante de la population, j'estime qu'il est plus sage de reporter les élections municipales », tweete la présidente socialiste de la région Occitanie, Carole Delga. « Avoir maintenu ces élections municipales dans ces conditions est une aberration », embraye le premier vice-président LR du Sénat, Philippe Dallier. Dans un tweet en date du 15 mars, Nicolas Mannant, directeur de campagne de Pierre Hurmic, écrit : « Compte tenu de la situation, il est inenvisageable d'exposer les personnes qui tiennent les bureaux de vote, alors que le confinement est de rigueur. La faible participation nuira au caractère démocratique de ce [scrutin]. Il faut reporter. » Il est suivi par Emmanuelle Ajon, vice-présidente du département de la Gironde, qui indique sur le même réseau social : « Suite aux annonces du Premier ministre, je suis particulièrement en colère, inquiète que l'on nous demande d'envoyer nos agents, militants, soutiens, amis tenir des bureaux de vote. Cela me paraît une aberration et peut constituer pour eux une surexposition au risque sanitaire. » Drôle de fin de campagne pour les militants en somme.

Le vote

Dimanche 15 mars 2020 se déroule une scène inimaginable quelques semaines auparavant. Le gouvernement a pris la décision de maintenir le premier tour des élections mais en exigeant l'application de règles sanitaires très strictes. Les bénévoles et militants qui tiennent les bureaux de vote vont ainsi devoir respecter et faire respecter aux électeurs des gestes barrières, l'utilisation du gel hydroalcoolique, les distanciations physiques, mais aucune consigne ne concerne le port du masque – il en ira probablement autrement pour les prochains scrutins si l'on en croit les recommandations du Conseil scientifique. Ce déroulement des opérations de vote est inédit, il marque une rupture dans la pratique militante.

Quelques jours après le scrutin, des présidents et assesseurs des bureaux de vote se plaignent de symptômes de la Covid-19. Certaines et certains sont testés positifs. Il est fort probable que nombre d'entre eux ne participent pas le 28 juin prochain à la tenue des bureaux de vote, ce qui pourrait poser des problèmes dans l'organisation des procédures de vote.

Des militants confinés

Le 17 mars dernier, le confinement généralisé met la campagne des élections municipales entre parenthèses. Les militants se sont quittés au soir du premier tour et se retrouvent brutalement confinés le lendemain. Les listes élues au premier tour ne sont pas installées dans les conseils municipaux, pour les autres, l'organisation d'un second tour la semaine suivante s'éloigne. L'espace public, terrain de jeu privilégié de l'affrontement partisan, est désormais interdit et les militants ne se retrouvent plus dans la rue, les cafés, les carrefours, les marchés.

Mais, à l'heure de l'état d'urgence sanitaire, d'autres actions militantes se développent. Pas question de confiner le militantisme, mais de saisir l'occasion pour le réinventer.

Militants solidaires

Les militants désireux de s'engager dans des actions utiles et concrètes vont rapidement répondre aux appels des associations caritatives et de solidarité. Ces dernières ont très vite alerté sur leur besoin de bras pour assurer la distribution de repas aux plus vulnérables – le Secours populaire déclarera le 13 mai dernier accueillir 45% de personnes supplémentaires jamais rencontrées jusqu'ici. Dès le 13 mars 2020, l'association publie **un appel** intitulé « Urgence sanitaire : le SPF lance un appel à la solidarité de tous » dans lequel il indique « avoir besoin de renfort de bénévoles afin de poursuivre et de renforcer ses missions de solidarité. Aussi, il en appelle à toutes celles et à tous ceux, notamment les jeunes, qui peuvent se mobiliser en offrant du temps aux fédérations et aux comités de l'association ». Quelques jours plus tard, le 18 mars dernier, les Restos du cœur lancent eux aussi **un appel** : « La solidarité est plus que jamais indispensable ! Nous avons besoin de renforts de bénévoles. » De nombreux militants, libérés de la bataille électorale, vont répondre à leur appel et continuer à vivre leur militantisme autrement.

La tête de liste du Printemps marseillais dans les 6^e et 8^e arrondissements, Olivia Fortin, poursuit sur la même tendance et déclare dans un tweet le 2 avril 2020 : « Dans cette crise sanitaire sans précédent, l'heure est à la solidarité. Le Printemps marseillais vous propose une mise en relation avec des structures qui ont besoin d'aide au plus proche de chez vous. »

Parmi les militants, beaucoup sont aussi dirigeants, bénévoles ou adhérents d'associations. On les retrouve assez logiquement parmi celles et ceux qui vont bientôt distribuer du café ou des gâteaux aux personnels soignants, faire du portage de repas et fabriquer des masques même quand ce n'est pas l'objet initial de l'association.

Des communautés militantes virtuelles

Certains espéraient un confinement court, il va finalement durer près deux mois (cinquante-cinq jours). Les équipes militantes, toujours officiellement en période électorale, vont alors recourir aux applications pour organiser des visioconférences, des réunions en ligne, des apéros militants. Et même si l'on fait moins de politique qu'on ne la commente, l'objectif principal est ailleurs. Il s'agit avant tout de maintenir un lien, de rompre une forme d'isolement inhérent au confinement et, aussi, de se tenir informés, prêts, comme si on pouvait reprendre la bataille dès le lendemain. Souvent, le contact virtuel précède la rencontre, cette fois-ci, c'est l'inverse.

Avec le confinement, la numérisation de l'action militante, déjà bien installée, s'accélère. C'est le triomphe de Skype, Zoom et StarLeaf, mais aussi de WhatsApp et de Telegram sur lesquels les boucles se multiplient. Les militants y partagent tweets, articles, infographies et anecdotes. Les sujets s'élargissent, on quitte fréquemment le périmètre de la commune – qui domine toutefois, surtout à mesure que l'on s'avance vers le déconfinement – pour discuter de l'actualité nationale. On assiste finalement à une démocratisation de l'utilisation de ces canaux de communication énormément prisés par les « gilets jaunes » ou des associations comme Extinction Rebellion.

« Dans un contexte où les rapports directs et physiques sont interdits en dehors du foyer, tout est réuni pour que l'emprise du numérique sur nos vies se renforce » comme le rappelle Matthieu Amiech, auteur de *La Liberté dans le coma. Essai sur l'identification électronique et les motifs de s'y opposer*. En définitive, les mêmes qui s'opposent à l'application StopCovid en fustigeant ses entorses aux libertés individuelles se montrent moins regardants face à d'autres applications, au moins aussi mordantes, si ce n'est plus, sur nos libertés.

De nouvelles fractures

Il faut mesurer la marche forcée de ce basculement pour une base militante plutôt âgée dans certains partis et généralement peu à l'aise avec l'utilisation des nouvelles technologies. Ce recours aux « outils modernes » s'accompagne néanmoins de nouvelles fractures. Une fracture numérique, d'abord, qui isole des militants qui ne peuvent pas participer à ce militantisme 2.0. C'est, pour eux, la double peine du confinement. Nombre de militants ont aussi l'habitude de se faire entendre dans des actions collectives, au milieu de vastes cortèges où les mots d'ordre sont portés par le nombre et la masse des participants. Pour ceux-là, difficile de se retrouver à militer à la maison, surtout quand ils ne maîtrisent pas les codes du web et des réseaux sociaux. Enfin, passée l'excitation des premiers jours, la multiplication des visioconférences – qui peuvent s'ajouter à celles imposées par le télétravail – engendre rapidement fatigue et frustration.

Accompagner le basculement numérique

Pour remédier à cette fracture, We Demain propose, de son côté, un petit guide du manifestant confiné afin de ne pas cesser de militer pour des causes qui tiennent à cœur. La Ligue de l'enseignement et son réseau de fédérations d'éducation populaire lancent un #ConfinezUtile pour proposer aux parents, enfants et adolescents des ressources pédagogiques, des MOOC, des podcasts éducatifs, des séances d'activités sportives avec l'USEP (Union sportive de l'enseignement du premier degré) et l'UFOLEP (Union française des œuvres laïques d'éducation physique)...

L'écrit n'a pas complètement disparu. La période est aussi marquée par un fourmillement de tribunes, de pétitions, d'appels, de lettres, mais qu'on préfère lire sur sa tablette ou sur son téléphone portable. Dorénavant, il faut compter avec de nouvelles formes d'expression. L'image devient un élément déterminant de la communication dans les campagnes : de la photographie à l'iconographie, de la vidéo aux tutoriels en passant par les visioconférences, les auditions, l'image est partout. Les *fake news* font des ravages, les datas sont le nerf de la guerre et les formats des réunions publiques évoluent. Les militants vivent une formation pratique accélérée au nouveau logiciel militant 2.0.

Garder le contact

Mais comment garder le lien avec les électeurs dans les communes où le premier tour n'a pas plié la partie le 15 mars ? La lutte contre la Covid-19 mobilise l'attention et il est difficile pour les candidats et pour les militants de mener une joute électorale classique. Celle-ci va donc se jouer à bas bruit, dans une « campagne qui ne dit pas son nom, mais où chacun envoie néanmoins des messages plus ou moins discrets aux électeurs ».

Elle oppose principalement des maires en place, qui voient dans la crise sanitaire l'occasion de montrer leurs compétences et leur expérience, et leurs opposants, bien décidés à ne pas être oubliés, n'hésitant pas, pour cela, à critiquer l'action des équipes sortantes – c'est vrai à Paris, Marseille ou Bordeaux... D'un côté, la communication officielle se renforce, mais elle laisse peu de place aux militants qui interviennent en soutien. De l'autre, les équipes concurrentes tentent de percer le mur du son sur les réseaux sociaux en animant des groupes Facebook, des réunions virtuelles, etc.

Des candidats franciliens s'affichent ainsi sur les réseaux sociaux, distribuant des masques commandés par la Région. « Ce que je condamne, dénonce Maxime des Gayets, président du groupe socialiste et écologiste au conseil régional d'Île-de-France, c'est quand vous avez des candidats qui ne sont même pas élus et qui participent à ces opérations et qui les mettent sur des supports de campagne électorale. C'est-à-dire, poursuit l'élu, qu'ils utilisent leur implication pour l'intérêt général du moment, pour en faire un outil de propagande partisane. » Dans tous les cas, la crise rend plus difficiles l'action des militants et le rôle des oppositions.

Un 1^{er} Mai confiné

La journée du 1^{er} Mai marque une belle illustration de l'inventivité du militantisme confiné. À Rouen, Narbonne, Lyon ou Paris, les rassemblements « physiques », très symboliques, restent très rares.

Privés de pavés à battre, de banderoles à déployer, de cafés où s'attabler, les militants ne lâchent rien et réinventent la fête internationale des travailleurs. Vidéos de manifs avec des Playmobil, pétition pour l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage sur Change.org, cortège syndical en couple dans le jardin, slogans peints sur des banderoles accrochées sur les fenêtres ou aux balcons...

Pour autant, ce type d'initiatives a ses limites : accessibles au plus grand nombre sur le papier, elles ont tendance à favoriser l'entre-soi et à ne rassembler que des convaincus. « En temps normal, les organisations parviennent à percer le mur de l'entre-soi, par le tractage par exemple, et s'efforcent d'atteindre tous les salariés », analyse Michel Pigenet. Et d'ajouter « l'usage des algorithmes tend plutôt à rassembler les individus qui pensent la même chose. Comme une sorte de confinement involontaire. »

Du côté des partis

Les partis politiques, de leur côté, s'activent tout autant. Sur le plan national ou fédéral, ils organisent des auditions, leurs instances se tiennent *via* des systèmes d'audioconférence ou de visioconférence. Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) organise le 1^{er} avril 2020 un meeting en ligne que l'on peut suivre sur Facebook. La France insoumise (LFI), leader à gauche sur l'utilisation des nouvelles technologies, appelle à des « manifestations en ligne » les 4 et 11 avril et met à disposition un **kit militant** comprenant des visuels, hashtags et messages à partager sur les réseaux sociaux. Là encore, rien de nouveau, mais un coup d'accélérateur.

Pour les partis politiques, le défi est clair : recréer du collectif dans un temps qui atomise et favorise le repli sur soi tout en continuant à faire de la politique ; ne pas se faire aspirer par la communication de l'exécutif – toujours dominante en temps de crise – tout en mobilisant les équipes de campagne. Alors que le Parlement siège dans des conditions particulières (moins de séances, moins de participants), il demeure important de s'exprimer, de s'opposer, de débattre, de faire des propositions. La démocratie n'est pas confinée et on peut l'observer à la profusion de tribunes, de plateformes, de lettres, d'initiatives communes...

Petit à petit, une réflexion se fait jour sur les orientations de la « campagne d'après ». Que devons-nous garder ? Changer ? Jeter ? Pour un temps ou définitivement ? En complément de sa plateforme « La France d'Après », le Parti socialiste organise des webinaires pour préparer les équipes de campagnes à reprendre leur action le moment venu. Le succès de ce format en fera un des outils pérennes de la boîte à outils des militants.

Comment déconfiner le militantisme ?

Le décret publié au *Journal officiel* du 15 mai 2020 fixe la date d'entrée en fonction des conseils municipaux élus au complet lors du premier tour des municipales au 18 mai. La première réunion du conseil municipal doit se tenir entre cinq et dix jours après leur date d'installation, soit entre le 23 et le 28 mai.

Le second tour des élections municipales aura finalement lieu le 28 juin prochain dans près de cinq mille communes a annoncé le Premier ministre Édouard Philippe et le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, vendredi 22 mai. Au total, 16 millions d'électeurs seront appelés aux urnes. Si toutefois le conseil scientifique donne son feu vert.

Dans un avis rendu mardi 19 mai 2020, les experts ne s'opposent pas formellement à ce second tour en juin. Ils évoquent cependant des risques sanitaires « importants » inhérents à la campagne électorale et appellent les autorités à « tenir compte de la situation épidémiologique dans les quinze jours précédant la date décidée du scrutin, ainsi qu'à une surveillance soutenue quinze jours après le scrutin ». Mais les règles de ce scrutin se précisent peu à peu et vont affecter la vie et la pratique militante.

Un scrutin inédit

Le gouvernement devrait reprendre les recommandations formulées par le conseil scientifique. Ce qui ne sera pas sans conséquences pour la campagne militante.

Dans les bureaux de vote d'abord. Lors du premier tour le 15 mars dernier, nous l'avons évoqué, l'organisation du scrutin s'était accompagnée de mesures barrières, avec un filtrage des électeurs à l'entrée, une distance physique minimale, le lavage des mains avec du gel hydroalcoolique et la recommandation de venir avec son propre stylo pour l'émargement. Ces mêmes conditions devraient s'appliquer le 28 juin prochain. Cependant, chose nouvelle, les électeurs devront impérativement se munir d'un masque (qui pourra être un masque grand public selon le ministre de l'Intérieur) afin de pouvoir voter. Les responsables des bureaux de vote aussi devront tous porter des masques chirurgicaux « tout au long de l'opération de vote », tout comme « les scrutateurs au moment du dépouillement ».

Dans la campagne ensuite. Les candidats au second tour ont cinq semaines pour faire campagne au lieu des cinq jours traditionnels séparant le premier tour du second. Là encore, le gouvernement devrait suivre les recommandations du conseil scientifique. Ce dernier avait notamment indiqué

que cette campagne devra être « profondément modifiée », à commencer par la tenue des meetings, des réunions publiques ou encore des distributions de tracts qui seront très probablement interdits. Le 20 mai, le président du conseil scientifique, Jean-François Delfraissy, affirmait sur France info qu'il n'y aurait « pas de porte-à-porte, pas de réunions dans les marchés, de réunions publiques ». Pour lui, « la campagne électorale devra être totalement différente de ce qu'on a observé jusqu'à aujourd'hui ». Les candidats et les militants sont donc invités à privilégier les outils numériques. Il s'agira de poursuivre ce qui avait déjà été organisé en fin de campagne lors du premier tour. Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a d'ailleurs appelé les candidats à mener une « campagne numérique ». Toutefois, dans les colonnes du *Parisien* le 23 mai dernier, le ministre se montre plus ouvert et déclare : « on peut imaginer que ce sera possible » – en cohérence avec le décret publié la veille qui autorise la réouverture des lieux de culte pour y tenir des rassemblements religieux. De même, il n'apparaît pas hostile à l'utilisation de tracts, « mais des règles sanitaires devront être respectées ». Les possibilités de faire campagne se libèrent un peu, sans toutefois être un retour « à la normale », les militants devront s'adapter.

Christophe Castaner a également confirmé que les conditions pour recourir à une procuration seraient à nouveau assouplies en vue du scrutin du 28 juin. Lors du premier tour, les personnes vulnérables avaient été encouragées à recourir massivement à la procuration afin d'éviter un déplacement dans les bureaux de vote. Dans son rapport, rendu public le 19 mai dernier, le conseil scientifique recommande au gouvernement de prolonger la validité des procurations qui avaient été établies en vue du second tour annulé du 22 mars dernier. Il propose de prolonger des mesures déjà prises en mars, s'agissant des personnes placées en quarantaine en raison d'une suspicion d'infection au coronavirus. L'objectif serait de demander à un officier de police judiciaire de se déplacer pour établir la procuration ou de se déplacer dans les Ehpad.

La campagne d'entre-deux-tours aura un air de jamais vu. Elle oblige déjà les militants à revoir profondément le format de leurs actions. Le renouvellement des pratiques militantes est cependant une vieille antienne de la vie politique, elle est au programme de toutes les rénovations des partis depuis au moins vingt ans. Avec Nuit Debout déjà, puis avec le mouvement des « gilets jaunes », Extinction Rebellion ou les mouvements des jeunes pour le climat plus récemment, les partis ont été invités à revoir leurs modes et leurs formats d'actions. Des initiatives originales, souvent timides, ont pu être remarquées dans des campagnes, mais sans toutefois attirer la foule des « non convaincus ». L'épidémie de Covid-19 pourrait bien remettre en urgence cette question à l'agenda des partis.

Reviendra-t-on au militantisme d'avant l'épidémie ?

Rien n'est moins sûr, même s'il est trop tôt pour répondre sérieusement à cette question. Il faudra mesurer le traumatisme laissé par cette épidémie dans la vie sociale, jauger aussi l'aspiration de nos concitoyennes et concitoyens à se retrouver dans des mouvements collectifs, au milieu de la foule.

Au-delà de l'élection municipale, si les interdictions de manifester devaient demeurer ou se remettre en place, si les mesures de distanciation physique devaient s'imposer dans la durée, ainsi que le régime des attestations, ce serait alors toute l'expression du mouvement social et des oppositions qui en serait chamboulée. Il est possible qu'une partie de l'action militante « soit partie » avec l'arrivée de la Covid-19, d'autant qu'elle était déjà fragilisée avant la crise (diminution du nombre de militants, lassitude, concurrence avec d'autres engagements, manque de temps...) mais sans que l'on puisse affirmer que ce reflux est irréversible.

Le militantisme se réinvente-t-il avec le confinement ?

Tous les soirs, Français et Italiens applaudissent à leurs balcons pour encourager le personnel médical. Les Brésiliens manifestent depuis leurs fenêtres contre leur président Jair Bolsonaro (qui a nié l'urgence à lutter contre le coronavirus), en scandant des « *Fora Bolsonaro!* ». Ailleurs, depuis leurs balcons, des manifestants brandissent des hashtags en lieu et place des pancartes à slogans. Les militants n'ont pas disparu avec la Covid-19. Plongés dans un moment profondément politique, ils se réinventent.

D'autres, en dehors des partis, utilisent de nouvelles techniques pour manifester, notamment parmi les mouvements engagés dans la lutte contre le dérèglement climatique. Il faut dire que beaucoup d'entre eux avaient déjà connu, à l'automne 2015, à l'occasion de la tenue de la COP21 à Paris, une interdiction de manifester, avec la mise en place de l'état d'urgence à la suite des attentats du 13 novembre 2015. Les interdictions étaient alors contestées politiquement. Changement de physionomie aujourd'hui, tout le monde respecte les consignes sanitaires. Alors il faut imaginer autre chose, d'autres formats.

Le mouvement des jeunes pour le climat et Greta Thunberg organisent désormais leur grève du vendredi en ligne avec les hashtags #ClimateStrikeOnline et #DigitalClimateStrike. Le 22 avril 2020, à l'occasion de la 50^e journée de la Terre, le mouvement Fridays For Future a mis en ligne une vidéo choc intitulée *Our house is on fire* rappelant l'urgence climatique. Deux jours plus tard, en plus des débats organisés sur sa chaîne YouTube, les jeunes activistes ont annoncé un « live stream » de

vingt-quatre heures pour poursuivre la lutte contre le réchauffement climatique et sensibiliser aux problèmes écologiques. Les activistes de Greenpeace habitués des grandes démonstrations, en mer ou aux sièges des multinationales, se filment désormais chez eux, accrochés à un arbre ou dans un grenier, pour interpeller le président de la République. Tous ces mouvements interrogent et parfois inspirent les pratiques militantes dans les partis politiques.

Quelques conseils pour repartir faire campagne

- Rassembler les troupes de militants, celles et ceux qui ont été connectés au moins une fois mais aussi tous les autres, les camarades éparpillés qui ont vécu le confinement comme une rupture, un isolement ;
- remobiliser les candidats de la liste et valoriser ce qui a été fait depuis le 15 mars – notamment pour les équipes en place – et pointer les carences, les absences, pour celles qui sont « challengers » ;
- faire le plein au niveau des procurations. C'est probablement sur ce segment que se joueront nombre de scrutins locaux ;
- retourner vite sur le terrain, la campagne est plus longue, mais le 28 juin sera vite là ;
- faire une photographie du territoire post-confinement : ce qui a tenu ? Ce qui est perdu ? Ce qui devra être aidé ponctuellement et durablement ?
- aller à la rencontre des acteurs locaux, connaître leurs nouveaux besoins, noter leurs témoignages, et ajuster cette photographie ;
- interroger et mettre à jour le projet. À partir de cette photographie du territoire, passer au crible les mesures présentées au mois de mars, et probablement faire une place de choix aux questions sanitaires mais aussi à la solidarité de proximité, à la place des seniors et à leur prise en charge, au développement des actions intergénérationnelles, etc. ;
- redonner du sens à l'action collective : montrer que la solution à ce que l'on vient de vivre ne réside pas dans le « chacun pour soi » mais bien dans la coopération, la justice, la fraternité ;
- imaginer de nouvelles formes de rencontres virtuelles avec les habitants : par quartiers, centres d'intérêt ou projets ;
- continuer à investir dans le numérique, mais en imaginant des stratégies qui permettent de sortir de l'entre-soi et des messages verticaux. Comment faire ensemble ? Comment se faire « challenger » par des influenceurs ?
- faire un point sur les comptes de campagne et préparer la tenue des bureaux de vote.

Que deviendra le militantisme au temps de la Covid-19 ?

Une pratique probablement moins présentielle, plus digitale et numérique. Plus créative aussi, comme on a commencé à le voir. L'âme militante sera-t-elle soluble dans le capitalisme numérique ou y trouvera-t-elle les raisons de sa renaissance ?

Tout le pari des militants est, en effet, de continuer à inventer, à créer de nouvelles formes d'expression et de revendications pour intéresser toujours plus de monde. Ne pas laisser la démocratie se vider, maintenir le débat, la lutte et la fraternité. Beaucoup ont des fourmis dans les jambes et veulent reprendre possession de l'espace public avec parfois des méthodes et des techniques issues du « street marketing ». D'autres travaillent sur leurs rassemblements et les universités d'été en se préparant parfois à les reconfigurer. Mais le public suivra-t-il – celui des initiés d'abord, et au-delà ? Le public sera-t-il tenté de se retrouver avec d'autres ou préférera-t-il être ailleurs avec ses proches ?

Avec, en filigrane, un défi : faire en sorte que le désir de se retrouver pour faire advenir un « monde d'après » plus juste soit toujours plus fort que la tentation de se résigner à subir et à accepter les injustices de nos sociétés.